Cahier de doléances du Tiers État de Magneville (Manche)

Cahier de doléances, plaintes et remontrances des habitants du tiers état de la paroisse et communauté de Magneville, fait et rédigé en l'assemblée générale, tenue le 7 mars, et convoquée au lieu et en la manière accoutumée.

Cette paroisse surchargée par des impôts excessifs se trouve dans une position qui ne lui permet pas l'importation des denrées qu'elle produit. On espère que, par l'effet de ces règlements sages qui, suivant la promesse du prince, doivent régénérer toutes les parties de l'administration, les habitants de cette paroisse et des autres semblablement situées obtiendront de nouvelles routes de communication, qui les mettront à portée de transporter leurs productions aux bourgs, villes et marchés qui les environnent ;

2° Ils demandent en outre spécialement que le retour périodique des États généraux devienne une loi fondamentale et constitutionnelle de celle monarchie ; qu'on rende à cette province ses États provinciaux, composés comme ceux du Dauphiné ;

3° Que nulle loi subsistante ne puisse être changée ou modifiée, et que nulle loi nouvelle ne puisse être portée que par l'autorité du prince et le consentement du peuple réunis dans une assemblée nationale ;

4° Que la nation ne puisse à l'avenir être légalement représentée que par une assemblée nationale, composée de ses députés librement choisis ;

5° Que l'on permette la liberté de la presse, comme le seul moyen d'éclairer le prince sur les surprises qui lui auraient été faites, et qu'on punisse sévèrement les libellistes ;

6° Que l'on réforme les abus relatifs aux tribunaux et à l'administration de la justice ; qu'il se fasse des arrondissements qui rapprochent les justiciables des tribunaux de la justice ; et qu'il n'y ait plus désormais que deux degrés de juridiction pour terminer définitivement toute affaire quelconque ;

7° Qu'on simplifie les formes judiciaires, et qu'on réunisse les tribunaux qui sont susceptibles de l'être ;

8° Que pour l'avantage et pour la satisfaction des parties on supprime le mystère inquiétant dont s'enveloppent les juges en opinant sur le sort des plaideurs ; que chaque juge sans quitter sa place dise hautement son avis raisonné sur la cause qu'il vient d'entendre, ce qui produira le triple avantage d'attirer au barreau des juges plus instruits, de les rendre plus attentifs et d'empêcher beaucoup d'appels en éclairant les parties sur les causes qui ont déterminé les jugements. Le même mode doit s'appliquer aux jugements qui se rendent à la chambre ; la présence des parties et de leurs avocats empêcherait bien des méprises, des omissions et des erreurs funestes au bon droit ;

9° Que par une loi constitutionnelle, tout citoyen, de quelque ordre qu'il soit, contribue proportionnellement à ses facultés au paiement de tout impôt quelconque, quel que soit son motif et son objet ; que tout impôt ou tout emprunt soit octroyé par le peuple ou ses représentants dans une assemblée nationale ;

10° Que l'impôt soit simplifié et que la perception devienne moins compliquée ; qu'on diminue les agents de cette perception, dont le nombre est excessif ;

11° Que les biens domaines soient aliénés à perpétuité, et qu'on emploie à payer une partie de la dette publique le prix de la vente qui en sera faite ; l'intérêt public exige d'ailleurs que ces objets deviennent cessibles et commercables, les forêts exceptées ;

12° Que pour l'acquit de cette dette publique on impose surtout les objets de luxe, de pur amusement et de frivolité, comme les biens de chasse, carrosses et voitures légères, les laquais, les ouvrages d'or et d'argent ;

- 13° Que de justes retranchements sur les pensions, sur les grâces accordées par la Cour, sur les excessifs appointements de certaines charges de la Cour soient aussi appliqués au même usage ;
- 14° Que l'on y emploie de plus les sommes considérables exportées à la Cour de Rome pour des dispenses et autres droits semblables, le produit des annates ; que l'autorité de nos prélats soit à cet égard substituée à celle du Saint-Père, et qu'après la dette nationale payée ces grâces soient accordées gratuitement ;
- 15° Enfin le revenu des abbayes et prieurés qu'on laisserait à cet effet en économat à fur et à mesure que ces bénéfices viendraient à vaquer serait une ressource, laquelle, jointe à celle qu'on vient d'indiquer, acquitterait la dette commune sans écraser le peuple déjà trop épuisé ;
- 10° Que chaque arrêté qui sera fait dans l'assemblée nationale soit sanctionné comme loi par le souverain avant qu'on passe à un autre arrêté, et ainsi de suite ;
- 11° Que le tirage de la milice soit supprimé comme désastreux pour l'agriculture, et qu'on lui substitue une contribution pécuniaire qui sera supportée par les citoyens de tous les ordres, tous étant également intéressés à la défense commune ;
- 12° Que le droit de déport soit supprimé, comme n'étant fondé sur aucune loi, n'ayant lieu qu'en Normandie, et comme étant d'ailleurs préjudiciable aux pauvres ;
- 13° Que les reconstructions et réparations des presbytères soient à l'avenir à la seule charge des gros décimateurs de chaque paroisse ;
- 14° Qu'on supprime tous offices dont l'existence ne serait pas absolument utile au public ;
- 15° Que la noblesse ne puisse plus s'acquérir à prix d'argent, et qu'elle soit désormais la récompense d'un mérite extraordinaire ;
- 16° Que dans le cas où il existerait quelque convention ou arrêté excluant les membres du tiers état de l'entrée d'un tribunal quelconque de justice, les députés du tiers état réclament contre cette exclusion qui fait injure à la raison en avilissant le tiers état.

Approuvé en marge les mots, par, comme : trois mots rayés comme nuls.

Ont signé après lecture.